

MONDE

Nicolas SARKOZY tourne la page en Irak... Le Président français, Nicolas SARKOZY, a conduit une visite éclair à Bagdad, la première d'un chef d'Etat européen depuis l'invasion conduite par les Etats-Unis. Le but était de dire aux entreprises françaises qu'elles peuvent désormais investir dans ce pays. « *C'est le moment, venez investir* », a lancé M. SARKOZY lors d'une conférence de presse commune avec le Premier ministre irakien Nouri al-MALIKI. Le chef de l'Etat a annoncé qu'une large délégation d'entreprises françaises, conduite par François FILLON et Bernard KOUCHNER, viendrait en Irak « *d'ici l'été* ». M. SARKOZY a par ailleurs évoqué la construction prochaine d'une nouvelle ambassade de France à Bagdad et de deux consulats, l'un à Erbil (Kurdistan), l'autre dans la ville portuaire de Bassorah dans le sud, capitale économique du pays, « *afin d'aider ces entreprises qui viendront investir* ».

... et veut renforcer les positions françaises dans le Golfe. Objectif : renforcer la position de la France sur les plans économique, politique et diplomatique dans cette région. Plusieurs contrats et accords ont été signés, notamment à Bahreïn avec un accord de coopération militaire et une déclaration conjointe dans le domaine du nucléaire civil. Au Koweït, la France a également engagé des négociations sur l'achat de Rafales, 14 à 28. La question iranienne a dominé les débats, notamment à Oman, où le Président de la République française a encouragé son homologue américain à faire preuve d'un « *esprit de dialogue* », mais aussi d'une « *certaine fermeté* ».

Nouveau plan de stabilisation du système financier. Le secrétaire au Trésor, Tim GEITHNER, veut soutenir les institutions financières, en renforçant la confiance du public, notamment en améliorant l'information du public fournie par les banques. Le plan américain prévoit aussi de purger les bilans bancaires des actifs à risque, avec la mise en place d'un fonds d'investissement public-privé, pouvant mobiliser au départ 500 milliards de dollars et, au final, jusqu'à 1000 milliards. Autre objectif : soutenir le crédit à la consommation et aux entreprises. La Réserve fédérale va acheter jusqu'à 1.000 milliards de dollars de titres obligataires adossés à des crédits à la consommation, à des crédits automobiles et à des crédits aux PME. Les banques secourues devront participer aux programmes gouvernementaux destinés à réduire le nombre des saisies immobilières.

La nouvelle doctrine américaine ? Premier grand exposé diplomatique de la nouvelle administration, par le vice-président américain, Joe BIDEN, devant la 45^{ème} Conférence sur la sécurité. Il fait savoir que le président Barack OBAMA procédait à un réexamen des dossiers internationaux, de l'Europe à l'Asie centrale en passant par le Moyen-Orient. Face à toutes les difficultés de l'heure, M. BIDEN compte sur l'aide des partenaires des Etats-Unis et en particulier sur l'Europe. Et il a proposé ce qu'il a appelé un « marché » : « nous allons pratiquer le dialogue. Nous allons écouter. Nous allons consulter ». « *L'Amérique va en faire plus ! Ça, c'est la bonne nouvelle ; la mauvaise nouvelle, c'est que nous allons demander à nos partenaires d'en faire plus aussi* ».

« **Le peuple iranien est prêt au dialogue** mais dans un climat d'égalité et de respect mutuel », a déclaré le président Mahmoud AHMADINEJAD. Toutefois, le président a adressé une mise en garde à Washington. « *Si certains cherchent à répéter son expérience même avec des méthodes nouvelles, ils doivent savoir que leur destin sera encore pire que celui de BUSH* », a-t-il déclaré.

La Russie aussi. Le président russe Dmitri MEDVEDEV est « prêt » à coopérer étroitement avec les Etats-Unis sur tous les sujets bilatéraux, notamment ceux touchant au désarmement, selon sa porte-parole. Cette dernière souligne « *une réaction positive du Kremlin* » aux propos tenus par le Vice-Président.

Israël – législatives. Le leader du Likoud Benjamin NETANYAHU, et la centriste Tzipi LIVNI, sont arrivés côte à côte, et se disputent encore le droit de former le prochain gouvernement. Pour l'heure, le Kadima de Mme LIVNI arrive en tête, avec 28 sièges (sur 120) contre 27 pour l'ancien Premier ministre. Le bloc de droite compte toutefois une majorité de 65 députés, contre 55 qui soutiennent en théorie Mme LIVNI, décompte ne comprenant pas le vote de quelque 175 000 soldats - entre 5 et 6 mandats - dont le dépouillement est en cours.

La « dream team » ? Le Pakistan et les Etats-Unis vont former une « *équipe conjointe* » chargée de réviser la stratégie de lutte contre le terrorisme, dirigée par l'émissaire de Barack OBAMA pour l'Afghanistan et le Pakistan, Richard HOLBROOKE, et le chef de la diplomatie pakistanaise. D'autre part, M. OBAMA a ordonné un réexamen de la stratégie politique des Etats-Unis vis-à-vis de l'Afghanistan et du Pakistan avant le sommet de l'OTAN en avril.

Le Vatican a 80 ans. Le 11 février 1929, les accords du Latran étaient conclus entre l'Etat italien et le Saint-Siège, donnant ainsi naissance à l'Etat de la cité du Vatican. En effet, après l'unification italienne de 1861, la ville de Rome fut laissée sous l'autorité du pape, avant d'être rattachée au royaume d'Italie en 1870, entraînant de facto la disparition des Etats pontificaux. Les accords du Latran rétablirent l'autorité et l'indépendance du Pape.

EUROPE

La Présidence tchèque met la France en garde contre le protectionnisme. Le Premier ministre Mirek TOPOLANEK a annoncé la réunion du Conseil informel sur la crise économique, le 1^{er} mars, en ces termes : « *Nous allons inviter les chefs d'Etat pour tenter de trouver un équilibre entre ceux qui pensent qu'il est possible de violer les règles et ceux qui ne le pensent pas, et dont je fais partie* ». Il ajoute : « *Certains pays durant leur présidence pensent qu'il faut diriger ou contrôler l'UE, je ne pense pas que les autres pays veulent être contrôlés* ». Le Président de la Commission européenne, Jose Manuel BARROSO enfonce le clou : « *La présidence française a été un succès, mais maintenant la présidence c'est la présidence tchèque. Les dirigeants européens ont la responsabilité d'aider la présidence tchèque* ».

Le plan automobile français dans le collimateur. Montant global de 7,8 milliards d'euros, dont des prêts de 3 milliards d'euros à chaque constructeur Renault et PSA Peugeot Citroën, en contrepartie d'engagements sur le maintien de la production en France. « *Les craintes qui se sont manifestées ne sont pas fondées* », a rétorqué M. FILLON aux « *préoccupations* » exprimées par la Commission européenne, en appelant à aborder le débat à partir des faits et non d'impressions. La France, a-t-il ensuite précisé, « *n'impose aucune condition à ses constructeurs quant à leurs investissements au sein de l'Union européenne* ». Les ministres français Christine LAGARDE, Luc CHATEL et Bruno LE MAIRE sont montés au créneau pour défendre le soutien annoncé aux constructeurs français, gravement touchés par la crise, soulignant que d'autres pays, notamment l'Italie, ont aussi présenté des aides dans le même sens auparavant.

La France condamnée « aux dépens ». En cause : l'absence de transposition de toutes les dispositions relatives à la libre circulation des ressortissants bulgares et roumains, citoyens de l'UE depuis le 1^{er} janvier 2007, notamment ceux qui exercent certaines professions libérales (médecins, dentistes, avocats). Si la France ne se plie pas à ce jugement, elle s'expose à des amendes de l'exécutif européen.

La Cour de justice des Communautés européennes à Paris. C'est la première fois depuis 1996, à l'invitation de Jean-Marc SAUVE, Vice-président du Conseil d'Etat. Deux sujets ont notamment été abordés : les rapports entre le droit constitutionnel, le droit communautaire et les lois nationales, et les exigences du droit communautaire en matière de marchés publics.

L'Allemagne sursoit à ratifier. Le gouvernement allemand a défendu le Traité de Lisbonne devant la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, à la suite d'un recours de plusieurs députés qui retarde la ratification formelle du texte. Le ministre de l'Intérieur Wolfgang SCHAUBLE a réfuté l'idée que le Traité portait atteinte à la souveraineté des législateurs allemands. « *On ne peut parler le moins du monde d'un dépouillement des compétences du Bundestag, ni aujourd'hui, ni demain avec le Traité de Lisbonne* ». Le président allemand Horst KOHLER n'enverra l'acte de ratification qu'après la décision des juges, qui pourrait se faire attendre jusqu'à l'été.

112. C'est le numéro unique des urgences, dans toute l'UE.

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

Madagascar : ouverture des négociations entre les camps rivaux du président malgache Marc RAVALOMANANA et du maire destitué d'Antananarivo Andry RAJOELINA, qui poursuit la mise en place des institutions de transition censées à ses yeux remplacer le pouvoir en place. Le secrétaire d'Etat français à la Coopération, Alain JOYANDET, s'est rendu sur l'île avec une délégation de la Commission de l'océan Indien (COI) : « *Les deux hommes se sont engagés à ne prendre aucune initiative qui puisse conduire à la violence et à des morts supplémentaires* ».

Un gouvernement dur à constituer. C'est la 4^{ème} défection : le sénateur républicain Judd GREGG, pressenti pour être secrétaire au commerce, a renoncé à être candidat. Il a dit ne pas pouvoir soutenir la politique de relance du Président.

Le Pakistan admet. Le voisin de l'Inde a reconnu pour la première fois officiellement que les attentats de fin novembre, avaient été « *planifiés en partie* » sur son territoire.

En Algérie. Le Président Abdelaziz BOUTEFLIKA est candidat à un 3^{ème} mandat.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Outre Mer : propagation des blocages. La Guadeloupe est bloquée par une grève générale depuis le 20 janvier. En cause : le cout très élevé de la vie sur l'île. Les discussions entre le collectif LKP, qui est à l'origine de la grève, et les deux médiateurs désignés par le Premier ministre François FILLON, ont été rompues. Le LKP souhaite que l'Etat cosigne un pré-accord élaboré avec le patronat. A la Réunion, le Collectif des organisations syndicales, politiques et associatives a appelé à une journée de grève générale et de manifestations le 5 mars. François FILLON a recommandé aux partenaires sociaux de trouver eux-mêmes un accord sur la revalorisation des salaires, sans l'intervention financière de l'Etat. La LKP semble déterminé à ne pas bouger sur sa demande de revalorisation de 200€ net des bas salaires.

Gestion de la crise : agir sur les impôts ? Le gouvernement tient cette semaine une série de consultations bilatérales avec les syndicats pour préparer le sommet social du 18 février annoncé par Nicolas SARKOZY dans son intervention télévisée la semaine dernière. La fiscalité sera évoquée. Christine LAGARDE s'est dite favorable à l'exonération du 2^{ème} tiers de l'impôt sur le revenu pour la tranche la plus basse : « *elle vient vite et elle a un caractère réversible* ».

Émoi au Parlement. D'abord sur les fonds, le député (UMP) de la Drôme Hervé MARITON a qualifié la suppression de la première tranche de « *très mauvaise idée* », alors que le président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, Jean-François COPE, même s'il n'a « *pas totalement défini* » sa position, a plutôt tendance à regretter qu'on réduise « *encore le nombre de contribuables* ». Ensuite, c'est surtout sur la forme que les élus se plaignent, regrettant, par la voix de M. COPE, que les députés n'aient pas été « *associés au préalable* » sur les annonces et que le gouvernement discute fiscalité avec les partenaires sociaux. Le député Hervé MARITON a été encore plus clair : « *l'impôt, c'est au Parlement que ça se décide !* ».

PS : discuter pour rassembler... le parti. C'est la demande de plusieurs responsables du courant de Ségolène ROYAL, qui sont intervenus au Bureau national. Pour les élections européennes, Vincent PEILLON réclame « *un tiers des places en position éligible* » pour son courant (ce qui correspond aux 29% obtenus au Congrès de Reims), ce qui ferait au moins 7 places, le parti tablant sur 22 à 24 élus. A titre personnel, il ambitionne de conduire la liste PS dans le Nord-Ouest (dont il est sortant). Il est en compétition à cette place avec un proche de Mme AUBRY, Gilles PARGNEAUX, premier fédéral du Nord. Un accord sur l'ouverture pourrait se traduire aussi par plusieurs secrétariats nationaux confiés à des partisans de Mme ROYAL. Toutefois, à ceux qui attendent la « *guerre des Dames* », Ségolène ROYAL répond « *Martine AUBRY est la chef du Parti socialiste et moi, je suis derrière* ».

Naissance du NPA. Lors du Congrès du Nouveau Parti Anticapitaliste d'Olivier BESANCENOT, qui compte déjà 9.100 militants. Objectif, selon Alain KRIVINE, une « *vraie recherche à l'opposition à Nicolas SARKOZY* ». D'où une réticence de la nouvelle formation à s'allier dans le « *front de gauche* » proposé par Jean-Luc MELANCHON, qui ne serait qu'une alliance ponctuelle.

Frappe préventive. Appel des organisations syndicales à la mobilisation pour le 19 mars, soit un mois après le « *18 février* », jour de leur rencontre avec le chef de l'Etat.

Régionales 2010. Jean-Marie LE PEN sera tête de liste du FN en Provence Alpes-Côte d'Azur. A noter la condamnation du Front national à verser 6,3 millions d'euros à son ancien imprimeur, et près de 600.000 euros d'intérêts et frais de justice. Le parti, au bord du gouffre financier depuis son échec électoral aux dernières législatives, doit rapidement vendre son siège historique, le Paquebot. Estimé au départ à 15 millions d'euros, il a déjà perdu 10% de sa valeur.

Européennes 2009. Alliance du MPF avec Chasse, Pêche, Nature et Traditions.

PARLEMENT

Assemblée nationale

Loi Logement adoptée. 312 voix contre 225. Députés et sénateurs doivent désormais se mettre d'accord sur un texte de compromis en commission mixte paritaire (CMP, 7 députés et 7 sénateurs).

Sénat

Grenelle 1. Adoption à l'unanimité moins l'abstention du PCF, en 1^{ère} lecture. Il n'y a eu aucune voix contre. Le texte fixe les grandes orientations de la France en matière de transport, d'énergie et d'habitat dans le souci de préserver l'environnement et le climat. Il doit encore être soumis à une 2^{ème} lecture dans les deux chambres. L'examen du Grenelle 2, application technique du Grenelle 1, doit débiter en mars. Les sénateurs auront débattu près de 50 heures et adopté 263 amendements issus de tous les groupes politiques, sur un total de 825 déposés. Parmi les avancées marquantes, la mise en place avant le 1^{er} janvier 2012 d'un carnet de santé du salarié retraçant les expositions aux substances dangereuses durant sa vie professionnelle.

Crise du numerus clausus. Adoption d'une proposition de loi socialiste supprimant les conditions de nationalité qui restreignent l'accès à certaines professions, comme les médecins ou les chirurgiens-dentistes. L'enjeu est de permettre de faire face à la pénurie dans certaines catégories professionnelles, qu'une augmentation du numerus clausus ne pourra pas pallier suffisamment rapidement. Tous les groupes ont voté en faveur de ce texte, qui doit maintenant être inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale.

Travail parlementaire. Les sénateurs poursuivent l'examen du texte, dans un climat plus serein qu'à l'Assemblée nationale. Les débats sur l'article 13, le plus controversé, ne débiteront cependant que mardi prochain. Jusqu'ici, ils ont adopté plusieurs amendements du rapporteur, Jean-Jacques HYEST, ayant trait à la procédure de dépôt et d'examen de résolutions par les parlementaires

ÉCONOMIE - DÉFENSE

La récession en 2009. Le PIB de la France devrait reculer « *d'au moins 1%* ». Chiffres INSEE, donné par la ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, Christine LAGARDE. A noter que la loi de Finances pour 2009 est basée sur une hypothèse de croissance comprise « *entre 0,2% et 0,5%* ». La révision est notable. Cette annonce a été concomitante avec la révélation des mauvais chiffres au quatrième trimestre 2008 : l'activité économique française y a reculé de 1,2%, ce qui ramène la croissance sur l'année à +0,7%. Enfin, les investissements dans l'industrie française ont stagné en 2008.

Réforme de la rémunération des « traders ». Adoptée par la Fédération bancaire française, dans le cadre d'un groupe de travail mis en place par Bercy. Les nouvelles règles « *ont pour objet de renforcer la cohérence entre leur comportement et les objectifs à long terme de l'entreprise qui les emploie* ». A noter la mise en place d'un « *code éthique* ».

OTAN. Retour vers le futur. Le Premier ministre a affirmé qu'« *aujourd'hui la France est ouverte, à condition que nous obtenions des garanties, à retrouver toute sa place dans le dispositif militaire de l'Alliance atlantique* », sans renoncer « *à sa totale liberté d'appréciation sur l'envoi de ses troupes en opération* ». Une partie de l'opposition parlementaire, les élus souverainistes et gaullistes sont pourtant vent debout contre un retour au sein du commandement de l'OTAN. Le président (UMP) de l'Assemblée nationale, Bernard ACCOYER, comme le Président du groupe UMP, s'est dit favorable à un débat parlementaire, fin mars, mais sans dire si ce débat serait suivi d'un vote dans les deux chambres. Le gouvernement ne voudrait pas de vote à l'issue du débat, craignant notamment de ne pas obtenir la majorité au Sénat...

Jackpot pour Total. Il a dégagé en 2008 le plus gros profit jamais réalisé par un groupe français, en hausse de 14% sur un an, à 13,9 milliards d'euros, pour un chiffre d'affaires de 179,98 milliards d'euros. Le groupe proposera le versement d'un dividende de 2,28 euros par action, soit + 10%.

Pas de crise chez les actionnaires. Les entreprises du CAC 40 ont versé 54,2 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2008, contre 57,2 milliards en 2007.

Club Diplom@cie. Créé par Olivier DARRASON, membre désigné de l'Assemblée des Français de l'étranger, il s'adresse aux entreprises françaises cherchant à s'implanter à l'étranger, et inversement.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Assemblée des Français de l'étranger. Par arrêté publié au JO, Christiane CICCONE est nommée, à compter du 1^{er} février 2009, pour siéger à l'Assemblée des Français de l'étranger, en remplacement de Christophe MONIER, démissionnaire. *Bienvenue à l'AFE !*

AFE 2009 - Vote par Internet : ce sera Atos - ScytI. Les noms choisis par le Ministère des Affaires étrangères et européennes sont désormais connus. Ce groupement souhaite « offrir aux citoyens non-résidents une plate-forme de vote par Internet fiable et sécurisée ». Près de 340.000 électeurs sont appelés à voter par Internet du mercredi 20 mai à 12 h (de Paris), jusqu'au jeudi 4 juin 12 h (de Paris). Attention ! Le vote en isolat a lieu le 7 juin.

SANTÉ – SOCIÉTÉ

Visa, tests ADN et formation linguistique. C'est l'objet de la circulaire présentée par le ministre de l'Immigration, Eric BESSON, qui concerne les conjoints étrangers de Français ou des membres de la famille d'un immigré sollicitant un regroupement familial, dont les connaissances seront testées dans leur pays de résidence. A l'issue de la formation, le candidat à l'immigration sera à nouveau évalué. « Si le niveau requis n'est pas atteint, la personne continuera à prendre des cours une fois arrivée en France, ce n'est pas un pré-requis pour obtenir le visa », a insisté M. BESSON, qui a rappelé que ces « tests et formation sont entièrement gratuits ». L'Agence nationale d'accueil des étrangers et des migrations (Anaem) a estimé, pour 2009, à 34.000 le nombre de personnes qui seraient testées dans le monde, dont environ 25% devraient avoir besoin de prendre des cours.

Vos papiers. Un décret et deux arrêtés parus au Journal officiel précisent les modalités des nouvelles plaques d'immatriculation : entrée en service le 15 avril pour les véhicules neufs, et pour les véhicules d'occasion le 15 juin en cas de changement de propriétaire ou d'adresse. La nouvelle plaque, avec des caractères noirs sur fond blanc, devra faire apparaître obligatoirement, sur sa partie droite et sur un fond bleu, un identifiant territorial comprenant un numéro de département au choix, surmonté du logo de la région dans laquelle est situé ce département. Le numéro d'immatriculation, composé d'une série de 7 caractères alphanumériques, sera attribué définitivement au véhicule, de sa première mise en circulation jusqu'à sa destruction.

Négationnisme : le Pape cherche l'apaisement. Benoît XVI a jugé la négation de la Shoah « intolérable et inacceptable » et a confirmé la préparation d'un voyage en Israël.

CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

Majeurs vulnérables. Quelques semaines après la réforme des tutelles, un portail internet est mis en place pour donner un accès rapide à toutes les informations pratiques sur cette prise en charge. www.tutelles.justice.gouv.fr

France 24 adopte une nouvelle gouvernance. Sa constitution officielle doit encore attendre la promulgation du projet de loi sur la réforme de l'audiovisuel examiné en Conseil constitutionnel. Le budget de France 24, qui emploie environ 500 salariés, dont 260 journalistes, s'élève à 90 millions d'euros. La nouvelle organisation : Alain de POUZILHAC revient à la présidence de la chaîne. A ses côtés, Christine OCKRENT, directrice générale déléguée de l'AEF, est nommée directrice générale.

CARNET

Sport

Football : la France est candidate à l'organisation de l'Euro 2016. A noter la défaite des Bleus 2/0 face aux Argentins, entraînés par Maradona...

Nominations

Jérôme PEYRAT, directeur du cabinet d'Alain JOYANDET, est nommé parallèlement directeur adjoint du Ministre des Affaires étrangères et européennes, Bernard KOUCHNER.

Jean-Paul CLUZEL, PDG de Radio France, président des Radios Francophones Publiques.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication.

Tel : +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr